

LIVRES EN DÉBAT

A propos des ouvrages
**68, une histoire collective
(1962-1981)
Mai Juin 1968**¹

Fanny Gallot

Les quarante ans du mouvement de mai-juin 1968 ont permis la sortie de nombreux ouvrages. Certains, dans la lignée de *Génération*,² se sont intéressés au côté peuple de l'évènement, reprenant, comme l'a fait Virginie Linhart dans son livre,³ des témoignages d'enfants de leaders de 1968. Des albums photos, des recueils d'affiches ont envahi les librairies. Les éditions Syllepse ont choisi une démarche originale : constituer une « encyclopédie de la contestation » autour de l'évènement reprenant, dans une série d'entrées, des articles de chercheurs, de militants, etc.⁴

Dans le même temps, deux autres ouvrages étaient publiés dont la démarche s'est voulue scientifique, cherchant à se détacher de la profusion des témoignages ou autres discours dont la commémoration a été l'occasion. Deux ouvrages qui, chacun à leur manière, ont cherché à replacer l'évènement de mai-juin 68 dans une séquence plus longue.

Ces deux ouvrages, *Mai Juin 1968*, et *68, une histoire collective*, ont cherché à rassembler des historiens, des sociologues, des politistes, des anthropologues voire des journalistes pour produire du savoir historique, de la connaissance.

« Comprendre comment et pourquoi, dans des circonstances historiques précises, une crise généralisée du consentement ordinaire à l'ordre social et symbolique a pu se produire, restituer les formes prises par cette crise et les terrains où elle a pris corps, la replacer dans la dynamique de la conjoncture critique », tel est le projet de l'ouvrage dirigé par Dominique Damamme, Boris Gobille, Frédérique Matonti et Bernard Pudal, *Mai Juin 1968*.

Il s'agit donc d'une problématique originale : envisager le mouvement de mai-juin 1968 comme un moment de crise du consentement, de rupture avec l'autorité à plusieurs niveaux. C'est en cherchant à « comprendre, au sens fort, l'évènement », c'est-à-dire les « façons dont ses acteurs, ses témoins, ses contemporains [...] appréhendent une situation dont il était impossible de prévoir la dynamique et l'issue, et les multiples pratiques [...] qu'il suscitait dans le cours même de son déroulement. » Trois phases dans l'ouvrage, donc. Une première concerne les prolégomènes de cette crise d'autorité ; une deuxième se rapporte à l'évènement, le mouvement de mai-juin 1968 proprement dit ; une dernière s'intéresse aux nouvelles pratiques émergentes dans la foulée du mouvement.

Il est impossible, ici, d'évoquer l'ensemble des contributions. Certaines, néanmoins, retiennent l'attention par

¹Philippe Artières et Michelle Zancarini-Fournel (dir.), *68, une histoire collective (1962-1981)*, Paris, La Découverte, 2008, 847 p. ; Dominique Damamme, Boris Gobille, Frédérique Matonti et Bernard Pudal (dir.), *Mai Juin 1968*, Paris, Editions de l'Atelier, janvier 2008, 445 p.

²Hervé Hamon, Patrick Rotman, *Génération*, 1. *Les années de rêve*, 2. *Les années de poudre*, Paris, Seuil, 1987, 1988.

³Virginie Linhart, *Le jour où mon père s'est tu*, Paris, Seuil, 2008, 174 p.

⁴Antoine Artous, Didier Epsztajn et Patrick Silberstein (coord.), *La France des années 68*, Paris, Syllepse, 2008, 904 p.

leur approche originale d'un mouvement connu surtout sous ses aspects estudiantins et plus récemment sous ses aspects ouvriers.

La première partie de l'ouvrage approche de façon remarquable les transformations dans les rapports d'autorité de 1945 à 1968. A travers l'exemple des domestiques, Dominique Memmi montre comment les relations privées connaissent ce qu'elle appelle une « crise de domination rapprochée ». En particulier, elle étudie le rôle déterminant joué par la prise de parole dans le passage de la « bonne » à la « femme de ménage ». Plus loin, Muriel Darmon évoque, à travers l'exemple d'un lycée de Nancy, les changements dans la discipline et la conception de la jeunesse. En comparant deux règlements intérieurs, l'un du début des années 1950, l'autre du début des années 1970, elle montre comment les rapports d'autorité ont été renégociés dans la période. Le règlement, qui réduisait le rôle de l'élève au respect de ses devoirs, sous menace de sanctions, fait ensuite de celui-ci un véritable interlocuteur. Romain Bertrand montre le rôle clef qu'a joué l'anticolonialisme dans la politisation d'une frange importante de la jeunesse dans les années qui ont précédé 1968, à l'occasion de la guerre d'Algérie comme de celle du Vietnam. Dans le cadre de la remise en cause des hiérarchies, Frédérique Matonti et Bernard Pudal s'intéressent à la reprise en main de l'Union des étudiants communistes par le Parti communiste français, entre la fin des années 1950 et 1968 et aux scissions que cela a provoquées, entraînant l'émergence

des principaux groupes d'extrême gauche, dont la Jeunesse communiste révolutionnaire et l'Union des jeunes communistes (marxistes-léninistes). Puis, Frédérique Matonti montre que les frontières entre le « normal » et le « pathologique » se sont déplacées, ce qui bouleverse non seulement la psychiatrie et la psychanalyse, mais aussi la société dans son ensemble : « La névrose a trouvé place à la table de famille. » Enfin, parce que le mouvement de mai-juin 1968 n'a pas été une parenthèse de combativité ouvrière, Nicolas Hatzfeld et Cedric Lomba reviennent sur la grève de Rhodiacta de 1967, montrant comment ce mouvement a eu sa logique propre même s'il est possible de trouver quelques passerelles avec la grève de mai-juin.

Dans un deuxième temps, les auteurs reviennent sur l'évènement. Après un bref récit chronologique, Lillian Mathieu aborde les manifestations de mai-juin 1968 « sous l'angle de leur inscription spatiale ». La Sorbonne, par exemple, est jusqu'au 13 mai, le « point focal ». C'est de là que sont évacués les étudiants, c'est pour s'y rendre en cortège que les premiers heurts se produisent, c'est devant que se tient un sit-in, c'est dans l'attente des résultats de la négociation pour sa réouverture que sont construites les premières barricades. Puis, c'est en s'interrogeant sur le « déficit de mémoire ouvrière » que Bernard Pudal et Jean-Noël Retière rappellent que sept millions d'actifs sur vingt millions ont cessé le travail. Ils tentent alors de comprendre ce paradoxe en comparant les grèves de mai-juin 1968 à celles de 1936. Enfin, Dominique Da-

mamme, montre comment l'évènement fait apparaître d'un côté, « une critique de l'autorité pédagogique » et de l'autre, « un mouvement de pédagogisation qui envahit la société tout entière » ou encore comment l'évènement a été un véritable « laboratoire », accélérant les réformes en matière de pédagogie.

Enfin, la troisième partie du livre privilégie les pratiques héritées du mouvement de mai-juin 1968. Isabelle Sommier évoque alors les « gauchistes » dans leur diversité et revient sur certaines de leurs orientations dans l'immédiat après 68. Puis, Erik Neveu étudie les trajectoires de « soixante-huitards ordinaires » en montrant que la plupart d'entre eux « n'ont pas suivi un parcours dont les étapes seraient la réussite facile, l'exercice des pouvoirs sociaux, le ralliement à une vision raisonnable parce que libérale du monde social ». La contribution de Xavier Vigna décrit ensuite ce qu'il appelle « l'insubordination ouvrière » consécutive du mouvement de mai-juin et la politisation à l'usine qu'elle engendre. Puis, Bruno Muel et Francine Muel-Dreyfus nous entraînent pour quelques week-ends à Sochaux. Ils nous font part, alors, de leur expérience des groupes Medvedkine. C'est au tour de Delphine Naudier et Catherine Achin qui, souhaitant se démarquer des clichés véhiculés autour du MLF, insistent sur la diversité des féminismes : elles reviennent d'abord sur les changements dans la société quant au statut des femmes pour évoquer ensuite les lieux de construction d'une nouvelle conscience de genre. Enfin, Olivier Neveux réfléchit sur les impacts du mouvement de mai-juin

dans l'articulation du théâtre et de la politique.

L'ouvrage est éclairant dans la compréhension du « comment et pourquoi [...] une crise généralisée du consentement [...] a pu se produire. » En effet, les approches de la première partie sont variées et la problématique choisie tout à fait intéressante. Par ailleurs, la troisième partie, revenant sur les pratiques, nous semble très juste avec un bémol concernant l'article d'Isabelle Sommier qui souligne trop peu les impacts réels des « gauchistes » dans la société de l'après 68, se concentrant de façon trop insistante à notre avis sur les aspects organisationnels et électoraux. En revanche, il nous semble que l'évènement lui-même est, en quelque sorte, laissé pour compte. Nous restons sur notre faim à la fin de cette partie, moins épaisse que les deux autres, de laquelle nous saisissons mal les enjeux.

De son côté, *68, une histoire collective* porte un tout autre projet puisqu'il s'agit d'établir « une cartographie du soulèvement » ou encore « en explorant [de] multiples dimensions », de voir apparaître un « paysage ». « Ce paysage des années 68 est par conséquent composé de multiples éléments, parfois minimes ou colossaux, des acteurs célèbres ou totalement inconnus, des scènes reléguées, des ruines. »

Pour atteindre cet objectif, l'ouvrage s'organise alors en quatre parties correspondant aux quatre périodes choisies pour replacer l'évènement dans une séquence longue. La première intitulée « le champ des possibles » va de 1962 à 1968. S'ensuit, directement après, l'« épi-

centre», le mouvement de mai-juin 1968. Puis, les auteurs ont choisi d'envisager la période allant jusqu'en 1974 en montrant comment les différents acteurs sociaux ont oscillé entre « changer le monde et changer [leur] vie » et enfin, de 1974 à 1981, il s'agit alors de mesurer « le début de la fin ». Chacune de ces parties comprend sept rubriques dans lesquelles des portraits sont quelquefois insérés. Nous avons choisi de sélectionner certains articles pour tenter de rendre compte de la variété des approches.

Chacune des parties commence par un récit rédigé par Michelle Zancarini-Fournel. Tout en le nourrissant de références abordées dans l'ouvrage, l'auteure cherche à replacer l'ensemble des événements dans leur contexte historique, tantôt en focalisant sur un cas (Grenoble), tantôt en posant une problématique de l'époque (la violence).

Puis, Antoine de Baecque choisit un film comme « matrice de la période ». Et, par exemple, pour faire écho aux utopies du début des années 1970, il pense à *L'An 01*, de Jacques Doillon. Il revient alors sur l'émergence de l'idée de montrer l'après « on arrête tout » et évoque la réalisation du film.

Viennent alors les *objets*, éclairant un aspect particulier de la période, constituant chaque fois un « petit musée de l'ordinaire ». La *guitare* est ainsi abordée par Bertrand Lemonnier, tantôt sous l'angle d'un rite de passage de l'enfance à l'adolescence, tantôt comme instrument de révolte lors de la guerre du Vietnam, par exemple. Plus loin, il est question du *LSD*, ou de la *minijupe*. Le *transistor* aussi, qui joue un rôle dé-

terminant lors de la « nuit des barricades » puisque les événements y sont diffusés en direct partout en France.

Ensuite, parce que des situations partout dans le monde trouvent un écho dans les événements français, parce que les acteurs s'en saisissent, y font référence, il faut revenir sur l'*ailleurs*. Ailleurs, c'est par exemple au Japon, où la Zengakuren⁵ est érigée en modèle par les situationnistes strasbourgeois dans leur ouvrage *De la misère en milieu étudiant*, qui en font la seule organisation combattant à la fois le capitalisme et la bureaucratie socialiste. Ailleurs, c'est aussi au Québec où les « nègres blancs » s'organisent pour leur indépendance dans les années 1960. Ailleurs, c'est enfin en Italie, un peu plus tard. Pierre Girard revient alors sur les années 1970 en refusant de « les réduire au seul terrorisme des « années de plomb » ».

Certains *lieux* sont alors mis en exergue. A Flins et à Sochaux, ce sont des morts du mouvement de mai-juin 68 qu'il est question. Puis, c'est au tour de la Goutte d'Or, quartier dans le XVIII^e arrondissement de Paris, dans lequel Djellali Ben Ali, adolescent de nationalité algérienne, a été tué d'un coup de fusil par Daniel Pigot. Cet événement a révélé les tensions raciales existant dans ce quartier que Ab-

5/ Fédération japonaise des associations d'auto-gestion étudiante. Fondée en 1948, son programme est, à l'origine, assez large puis, tombant sous le contrôle du PC japonais, elle devient anti-impérialiste, anticapitaliste et antiaméricaine. A partir de 1956, des courants en rupture avec le PC émergent. Progressivement, la Zengakuren tend à devenir de plus en plus hétérogène. Elle se fait connaître par son organisation de type militaire affrontant la police.

dellali Hajjat analyse comme un « véritable laboratoire politique où s'expérimentent les collaborations, mais aussi les confrontations, entre habitants du quartier, militants arabes des comités Palestine, puis du Mouvement des travailleurs arabes, militants d'extrême gauche et intellectuels engagés ». Enfin, Vincent Porhel revient sur la mobilisation contre le nucléaire à Creys-Malville et à Plogoff avec comme fil directeur la « violence réelle ou perçue qui accompagne les conflits contre le nucléaire ».

En ce qui concerne les acteurs, il s'agit d'analyser l'émergence d'un groupe composant alors le « premier plan du paysage ». D'abord, c'est un portrait de deux femmes, Jacqueline Feldman et Anne Tristan, qui lors du mouvement de mai-juin 68 constituent un nouveau groupe, le FMA (Féminin, masculin, avenir), en organisant une première réunion à la Sorbonne. Puis, Florence Rochefort revient sur la naissance du MLF et l'« insurrection féministe ». Elle y mesure, dans un premier temps, les impacts des événements de mai-juin. Ensuite, elle évoque les thématiques abordées par le mouvement et son hétérogénéité tant d'intervention que d'orientation.

Enfin, la rubrique *traverses* approfondit une problématique ou un événement particulièrement central. Jean-Louis Fabiani revient sur la sociologie, une discipline récente au moment du mouvement de mai-juin 1968, qui a pourtant joué un rôle déterminant, en particulier à Nanterre, par l'intermédiaire entre autres d'Henri Lefebvre et de ses travaux

sur la vie quotidienne. Puis, deux portraits ont attiré notre attention. Celui d'un jeune homme du FHAR ⁶ qui, en 1971, prend la parole dans l'émission radiophonique de Ménéie Grégoire. Enfin, celui de Georgette Vacher, ancienne ouvrière de l'usine Calor, permanente de la CGT, responsable du secteur féminin, qui décide le 20 octobre 1981 de se suicider parce qu'elle vient d'être évincée de l'union départementale du Rhône pour un désaccord et qu'elle regrette que les responsables de la CGT « ignorent totalement ce que veut dire vivre avec 2 000,00 F d'alors, travailler huit heures par jour et rentrer chez soi sans avoir droit ni à la culture ni au loisir sportif ».

Finalement, cet ouvrage atteint son objectif en nous offrant un panorama fait de petits riens et de grands moments, alliant les individus et leur force collective, les événements français au reste du monde, les événements parisiens et ceux de la province dont on oublie souvent l'existence lorsqu'il est question du mouvement de mai-juin 1968.

Pour finir, ces deux ouvrages sont complémentaires. Tandis que le premier est organisé autour de problématiques globales, le second s'attache davantage à la formation de ce « paysage » qui peut s'insérer aussi dans ces problématiques globales. Si les deux ouvrages ont un lectorat commun, ils ne s'adressent pas tout à fait au même public. La démarche du second offre, sans aucun doute, un accès plus facile.

6/ Front homosexuel d'action révolutionnaire.

David Halperin,
What Do Gay Men Want?
*An Essay on Sex,
Risk and Subjectivity,*
The University
of Michigan Press, 2007

Gabriel Girard

Peut-on proposer une analyse dépassionnée des enjeux de la prévention du sida parmi les homosexuels masculins ? A la lumière des violentes controverses sur la reprise des « pratiques à risque » qui ont agité ces dernières années le champ de la lutte contre le sida aux Etats-Unis et en France, on serait tenté d'en douter. Ces débats, qui portent centralement sur les motivations des pratiques sexuelles non protégées, voient s'affronter des explications divergentes des transformations des pratiques préventives. En France, l'opposition entre Etat et associations (ces dernières reprochant aux pouvoirs publics leur inaction) a progressivement laissé la place à un débat interne aux communautés gaies. Dans ce contexte, l'émergence, et le succès, du terme *bareback*¹ comme mode de catégorisation du risque traduit bien ce déplacement des enjeux : la responsabilité des contaminations apparaît dès lors imputable à des séropositifs « preneurs de risque » et « irresponsables ». En témoigne, pour la situation française, l'opposition entre Act Up Paris et des écrivains revendiquant des pratiques *bareback* au tournant des années 2000.² Mais au-delà des mises en scène médiatiques et sensationnalistes du risque, une lecture sérieuse des évolutions des comportements préventifs nécessite de

mieux appréhender les enjeux politiques de ces débats. C'est tout l'intérêt de l'essai *What Do Gay Men Want ?* publié en 2007 par David Halperin que d'y contribuer.

Subjectivité homosexuelle et risque du sida

Car l'ouvrage d'Halperin, qui s'appuie pour une large part sur des données sociologiques et épidémiologiques états-uniennes, n'est pas sans intérêt pour envisager la situation française. A l'échelle internationale, les Etats-Unis et la France sont les deux seuls pays où les controverses sur la prévention ont connu une audience et un développement politique d'une telle intensité et d'une telle durée. Dans deux contextes très différents, la discussion des prises de risque y a traduit des enjeux moraux et politiques puissants : en terme de sexualité, de responsabilité et de définition de l'homosexualité comme réalité collective. Ainsi, pour Halperin, il s'agit au cœur de ces débats sur le *bareback* de comprendre, et de résister au retour en force des analyses psychologisantes et pathologisantes des comportements homosexuels. En effet, face à ces pratiques sexuelles non protégées le discours de santé publique a recours à des explications plaçant la responsabilité à l'échelle individuelle. La psychologie s'impose alors, explique-t-il, comme la discipline « clé » pour comprendre les

1/ Le terme, issu du vocabulaire du rodéo américain, signifie monter « à cru », sans selle et, par extension, avoir des relations sexuelles intentionnellement non protégées.

2/ C. Broqua, *Agir pour ne pas mourir*, Presses de Sciences Po, 2006.

motivations individuelles des comportements de santé. En découle une lecture clivée, où les gays sont renvoyés soit à la figure de victime, mal informée, ou animée de « pulsions de mort », soit à la figure d'un individu rationnel, calculateur et cynique. On a d'ailleurs vu émerger en France le même type d'analyses dans la santé publique, évacuant les explications sociales des inégalités de santé. Ce processus d'individualisation des responsabilités tend à renvoyer la non application des recommandations sanitaires vers des explications de type psychologisant ou de l'ordre de la « mauvaise volonté ».

Critique face à ces lectures du risque, Halperin développe son argumentation en trois moments. Dans un premier temps, il propose d'analyser de façon dépassionnée les données concernant les prises de risque parmi les gays. Il explore ensuite, pour mieux les comprendre, les approches psychologiques de la relation au risque. Enfin, face aux modèles explicatifs de la santé publique, il envisage des modèles de lecture alternatifs des comportements sexuels et préventifs. Pour l'auteur, et ce sera son fil conducteur, il est nécessaire d'ouvrir la voie à des analyses non psychologiques des subjectivités homosexuelles. Au-delà, il s'agit de proposer une approche de l'individu, socialement et politiquement ancrée, pour tenter d'échapper à l'omniprésence de la psychologie et de la psychanalyse comme « sciences du sujet » (p. 107). Ces disciplines, notamment dans le contexte de la santé, tendent à se poser comme un langage de vérité sur « la relation de soi à

soi » et sur l'intériorité subjective. L'auteur reprend ainsi le fil des analyses foucaaldiennes sur le « souci de soi », qu'il a déjà largement travaillées par le passé³.

Une lecture critique des problématiques du risque

Dans une première partie de son ouvrage, Halperin se penche sur une question récurrente des débats sur la prévention : « Pourquoi les homosexuels prennent-ils des risques ? ». Pour l'auteur, la question est mal posée à plus d'un titre : ainsi, elle fait du rapport au risque une question de motivation rationnelle, quand toutes les enquêtes sociologiques soulignent la complexité des déterminants sociaux de la prévention. Par ailleurs, la focalisation sur une minorité de gays qui s'exposent aux risques de contamination masque le fait que la majorité des homosexuels continue à se protéger. Halperin admet cependant qu'il est légitime de s'inquiéter de l'augmentation des prises de risque chez les gays. Car certains gays croient éviter les risques alors qu'ils s'exposent, la présomption de séronégativité de leur partenaire paraissant une protection suffisante. La non connaissance de son statut sérologique constitue d'ailleurs un point central des fragilités de la prévention. Sans nier les problèmes de la prévention, Halperin, enquêtes à l'appui, bat en brèche l'idée que l'évolution des contaminations relèverait de la responsabilité exclusive des séropositifs.

Mais dans l'espace médiatique, la focalisation sur le phénomène de

³/ D. Halperin, *Saint Foucault*, Epel, 2000.

bareback a des effets contreproductifs et réducteurs. Les explications sociales et politiques comme l'absence aux Etats-Unis de campagnes de prévention dignes de ce nom sont écartées, au profit d'analyses psychologiques et morales. Pour Halperin, « les discours publics sur "le retour du sexe non protégé" ont contribué à la repathologisation de l'homosexualité » (p. 31). A travers les discours sur le *bareback*, la fascination pour les gays qui prennent des risques a produit un nouveau « bestiaire exotique » (p. 33) des preneurs de risque, dont les comportements s'expliquent par des déficits intellectuels ou émotionnels : « mauvaise estime de soi, impulsivité sexuelle, problème d'identité sexuelle »... (p. 33). Cette rhétorique fait renaître la vision classique de l'homosexualité comme maladie mentale.

A l'inverse, l'auteur explique que, dans la plupart des cas, les hommes qui revendiquent des pratiques *bareback* sont à la recherche de partenaires de même statut sérologique, afin d'éviter les risques de transmission. Loin de la figure médiatique du séropositif « contaminateur », les données d'enquêtes dessinent alors le portrait d'homosexuels séropositifs soucieux de leur santé, et conscients des risques. En réalité, pour Halperin, les discours de prévention doivent prendre en compte le fait qu'en matière de sida, le risque zéro n'existe pas. L'auteur établit d'ailleurs une synthèse claire et intelligente des travaux les plus récents sur la prévention du sida, étayée d'une bibliographie très complète. Ainsi, si on ne peut réduire la question du risque à des motivations

« pathologiques », il est donc nécessaire d'observer les arrangements et les adaptations préventives concrètes que les gays mettent en oeuvre.

Vers une approche non psychologique des subjectivités gaies

D. Halperin s'appuie ensuite longuement sur la lecture d'un article de M. Warner (reproduit en fin d'ouvrage), pour développer ce qu'il considère comme une analyse non psychologique du risque. Dans cet article de 1995⁴, Warner, militant et intellectuel gay, s'attache à proposer une analyse politique des raisons qui poussent certains gays à ne pas se protéger du sida. L'originalité de sa démarche tient largement au fait qu'il s'appuie directement sur sa propre expérience du risque. Pour Halperin l'article présente, malgré toutes ses limites, un exemple utile de travail d'introspection non psychologique. Warner y met en lumière les rationalités complexes et concurrentes qui guident l'engagement dans des relations non protégées. Mais il souligne surtout, et c'est ce qui va intéresser Halperin, l'idée que pour certains homosexuels, la revendication du sexe non protégé s'apparente à une réappropriation de « l'abjection » attribuée à la contamination. L'abjection, expression intériorisée de l'homophobie structurelle, est analysée ici comme un moteur puissant des subjectivités homosexuelles. Cette

4/ Warner, « Unsafe: Why gay men are having risky sex », *Village Voice*, 31 janvier 1995. Une traduction française sous le titre « Pourquoi les homosexuels prennent-ils des risques ? », est parue dans le *Journal du Sida*, n° 72, avril 1995.

notion permet d'envisager l'ambivalence des processus de subjectivation que produit l'oppression structurelle : la haine et la honte associées à l'homosexualité et au sida, peuvent ainsi être transformées en fierté et en potentiel de création de soi, par retournement du stigmatisé. L'abjection comme processus social et politique ouvre alors la possibilité de penser l'intériorité et le « soi » en termes politiques, et non psychologiques. Afin d'élargir son propos à la question des subjectivités gaies, Halperin mobilise des textes de Genet et de Jouhandeau sur l'expérience de la honte. Pour ce faire, il s'inspire largement des analyses développées par D. Eribon dans *Une morale du minoritaire* en 2004⁵.

Ce cadre ainsi posé, la question des motivations de la prise de risque peut échapper aux présupposés pathologisants (pulsions de mort, problème identitaire...), tout en ne se réduisant pas aux motivations d'un individu rationnel et cynique. Halperin souligne ainsi à quel point l'implicite des campagnes de prévention, qui postulent un sujet « responsable » et une sexualité « saine », se confronte perpétuellement à l'expérience de bon nombre d'homosexuels. Le plaisir peut s'appuyer sur des constructions complexes, non réductibles à la « bonne image » de soi. La mise en scène du risque peut y jouer un rôle qui relève non pas d'un « mal-être » homosexuel, mais d'un retournement créatif de l'oppression. La question de l'intentionnalité rationnelle n'est alors plus centrale, et Halperin pro-

pose d'observer la capacité d'action (notamment en matière de prévention) comme « l'effet du jeu social du pouvoir : le résultat imprévisible d'une lutte » (p. 84).

Penser autrement la relation au risque ?

Au terme de cette analyse, on peut toutefois s'interroger sur la portée concrète des réflexions de l'auteur. Peuvent-elles servir à imaginer des transformations des messages de prévention ? Comment des gays (militants ou non) peuvent-ils s'approprier cette grille de lecture du risque ? Halperin reconnaît que le travail sur l'« abjection » n'est pas une réponse opérationnelle en tant que telle. Pour lui, la notion peut être productive dans le débat social, si elle oblige à inventer des approches non jugeantes, non moralistes et non normatives de l'exploration des subjectivités gaies. L'abjection a une utilité politique si elle permet d'envisager la complexité sociale des existences gaies, sans tomber dans la psychologie « pathologisante ». S'inscrivant clairement dans la continuité des critiques de Foucault sur les discours du « soi », l'auteur propose d'envisager la subjectivité comme un espace créatif, et non comme une vérité qu'il s'agirait de découvrir. La multiplicité des enquêtes et des investigations sur les gays et le sida, donne parfois l'impression de refléter la « réalité » (médicale, sociale, psychique) de l'homosexualité. Dans ce contexte, la relation de soi à soi devient un site de lutte intense : « la subjectivité peut être le siège de la résistance politique » (p. 109), conclut Halperin. Le format de l'ouvrage, un essai

⁵/D. Eribon, *Une morale du minoritaire. Variation sur un thème de Jean Genet*, Fayard, 2001.

d'une centaine de pages, contraint nécessairement le développement des analyses et laisse le lecteur en attente de plus amples approfondissements. Le long développement sur la notion d'abjection, s'il propose une piste intéressante et novatrice à l'aune de l'épidémie de sida, appelle une mise à l'épreuve empirique, notamment dans le cadre d'enquêtes socio-anthropologiques. Mais reconnaissons que cet essai a le grand mérite de s'attaquer à une lecture critique (trop rare) des enjeux politiques de la prévention. Autre richesse, le fait que l'auteur problématise des conceptions du risque qui apparaissent trop souvent comme des évidences, alors qu'elles relèvent de constructions sociales et politiques. Enfin, la volonté d'explorer la complexité des capacités d'action et des contraintes qui pèsent sur l'individu, donne à cet essai une portée sociologique plus large, qui offre des pistes convaincantes pour une analyse des processus d'individualisation à l'œuvre dans nos sociétés.

François Cusset,
Contre-discours de mai
*Ce qu'embaumeurs
et fossoyeurs de 68
ne disent pas à ses héritiers,*
Paris, Actes Sud,
« Questions de société », 2008

Valentin Schaepelynck

L'ouvrage de François Cusset pointe la réification commémorative de 68, la récupération de l'événement par une logique iconodule qui en est le régime de propagation par les médias et la publicité : vignettes, photos de magazine, émissions de télé concourent ainsi à la « célébration de l'impuissance » politique de notre présent. 68 c'est fini ! et la parole des stars se libère désormais pour faire oublier celle des millions d'anonymes qui se retrouvèrent mêlés à cet embrasement et à la « magie noire de sa contagion ». Le livre tente de saisir et de faire saisir ce qui fut au travail dans l'événement, à l'opposé de tout sociologisme. Il invite à lire derrière et entre les lignes des propositions lourdes de l'idéologie, par-delà les « signifiants figés de l'histoire automatique – révolution, libération, subversion, rétroaction, ou bien gauchisme, marxisme, communisme, postmodernisme », pour apercevoir une force instituante dont la possible réactualisation dans notre présent continue d'effrayer, au point d'avoir récemment motivé la promesse électorale de sa liquidation.

Pour Cusset, l'avenir de 68 est encore devant nous, dès lors que nous faisons « confiance à l'événement », dès lors que nous croyons que ses potentialités pourraient se révéler

encore agissantes aujourd'hui. Le « style » propre de 68 est celui d'une immense « fête de la politique », dont la résonance est à chercher dans celui des trances populaires et révolutionnaires qui l'ont précédé et pourraient le suivre. Souvenons-nous qu'à propos du « style » de la Commune de Paris, Henri Lefebvre parlait, dès 1965, d'une « effervescence volcanique », d'une « immense grandiose fête », « fête du printemps dans la Cité, fête des déshérités et des prolétaires, fête révolutionnaire et fête de la Révolution, fête totale », lors de laquelle « la pratique sociale se métamorphose d'un bond en communauté, en communion au sein de laquelle le travail, la joie, le loisir, l'accomplissement des besoins [...] ne se sépareront plus ». Construire un contre-discours sur le contre-discours de Mai c'est d'une certaine manière, pour Cusset, le rattacher à cette généalogie des états modifiés de la conscience et de l'action collective, moments où l'interférence, la transversalité entre les différentes dimensions du social se lient pour contester la logique ensembliste-identitaire (Castoriadis) de l'ordre établi. Autrement dit, la politique commence, nous rappelle l'auteur en s'appuyant sur le travail de Jacques Rancière, lorsque s'affirme le refus de rester à son poste, à sa place, lorsque des gens que rien dans leur destination sociale ne pousse à se rencontrer élaborent ensemble, selon des logiques qui leur échappent sur le coup, l'articulation de leurs révoltes. Cusset fait référence pour illustrer ce point à la célèbre rencontre formulée par Lautréamont, type même du branchement des incommensurables, reprise

par les surréalistes, du parapluie et de la machine à coudre sur une table de dissection. Et il affirme d'autre part, dans la même perspective, le caractère résolument romantique de 68, « composite d'art et de politique, de désir et de sacrifice », de « révolte et de mélancolie », « style » qui bouscule une certaine police du corps social, un certain « partage du sensible » et qui trouble la logique tautologique et autoréférentielle des champs sociaux institués ; un art de la fête que les récupérations postérieures de l'événement couperont de son contenu politique, mais dont le sens est de déstabiliser aussi bien l'ordre établi qu'une certaine morphologie de la militance politique - organisations, syndicats et partis de la classe ouvrière compris.

A la fin du livre, plutôt qu'une bibliographie nous est proposée une « liste de textes veillant sur celui-ci », parmi lesquels nous rencontrons, entre autres, les noms de Blanchot, De Certeau, Deleuze et Guattari, Hocquenghem, Mascolo, Rancière. Ce qui, dans cette liste, n'est pas hasardeux tient à ce que ces auteurs partagent une même distance entretenue à une certaine gauche, celle pour laquelle - il faudrait toutefois la nommer, le livre reste trop allusif sur ce point - 68 est toujours demeuré un caillou dans la chaussure, dans la mesure où ce que les insurgés de Mai voulaient abattre, c'était justement « la forme a priori dans laquelle celle-ci s'est habituée à penser tous les problèmes humains : *l'Etat*, comme formation historique, pouvoir bureaucratique et appareil idéologique ». Le livre de Cusset invite - et c'est sur ce plan

que réside son véritable intérêt selon nous – à une lecture délibérément *libertaire* de celui-ci comme critique en acte de l'Etat comme forme de domination sur la société mais aussi comme paradigme de l'organisation révolutionnaire ; ce que René Lourau a pu appeler en 1978 « l'Etat inconscient » : cette action inconsciente de l'Etat qui se manifeste essentiellement par l'application du principe d'équivalence, qui porte chaque force sociale – pourtant instituante – à chercher sa légitimation dans l'adoption d'une forme semblable à celles des institutions existantes, à l'Etat ; cette conviction selon laquelle, pour paraphraser Pierre Clastres dont les travaux restent encore aujourd'hui, comme ceux de Lourau, trop peu lus et débattus, la société est pour l'Etat, que l'on ne peut penser la société – présente ou future – sans l'Etat.

Toujours dans cette perspective d'une contestation de la bureaucratie, de la conception centralisée de la lutte incarnée par le parti, Cusset voit dans le concept de minorité développé par Deleuze et Guattari une manière de faire pont entre la signification de 68 et les luttes de notre présent. 68 verrait l'émergence de la minorité comme question stratégique et non comme essence. Conception de la minorité qui démentirait donc ce qu'essaient de nous faire croire ceux qui nous alertent continuellement sur les dangers du communautarisme en sol républicain. La minorité se comprend d'abord comme manière de différer d'avec soi, d'avec les définitions, majoritaires et majeures, promues par l'ordre social. Elle n'a donc rien à voir avec le nombre. Ironiquement,

on peut même dire que les minorités, du point de vue numérique, représentent la majorité, face à la classe très réduite des dominants de toutes sortes. Effet sans doute d'une dynamique que Franco Basaglia a particulièrement bien décrite dans *La Majorité déviante*, dynamique par laquelle nous sommes en définitive tous, si l'on se réfère à l'étalon majoritaire, rejetés à la périphérie du système, tous en définitive partie d'une ou plusieurs minorités à la fois. Etre pour une *puissance mineure* signifie alors mettre en œuvre ce refus d'être référé à un étalon majoritaire et retourner la déviance subie, stigmatisée, en revendication active, en affirmation. En mai 1968, la jeunesse a pu être une telle puissance mineure, face à l'adulte comme modèle d'adaptation sociale, par-delà la question sociologique archi-rebattue d'un conflit entre générations, ce qu'avait énoncé, en 1963, un livre de Georges Lapassade, *L'Entrée dans la vie*, développant une contestation des mythologies liées à l'étalon-adulte, et proposant une conception de l'homme comme avorton chronique, voué à persévérer dans l'inachèvement. Un chapitre du livre, « Les révoltés sans cause », analysait en particulier la protestation que des groupes de jeunes de plus en plus nombreux opposaient à la société pourtant prospère dans laquelle on les invitait à faire leur entrée. Refus qui, pour Cusset, caractérise en propre 68 au moment où la jeunesse émerge comme force politique instituante, où le mot d'ordre « on a raison de se révolter » prend son sens bien au-delà de son origine maoïste, dans l'affirmation que la

protestation n'a pas à se justifier, n'a pas à rendre de comptes sur les alternatives concrètes qu'elle propose ou les lendemains qu'elle promet, que tout cela doit émerger « sur la crête du présent », à partir de la persévérance de la protestation elle-même.

Axe sur lequel il est possible de faire tenir ensemble Mai 1968 et le mouvement récent des banlieues en France, tenu à l'écart de toute réflexion politique par bien des courants de la gauche – « républicaine » en particulier. Axe qui permet de rapprocher des aspects de la lutte sociale et politique aussi hétérogènes que le parapluie et la machine à coudre chers à Lautréamont, mais selon une logique dont le caractère centrifuge compromet ou rend très difficile la persévérance. Cusset insiste ainsi sur le fait que la force de 68 comme des concepts et des mouvements qui ont été traversés par ses potentialités – mouvement des femmes, des immigrés, mouvement gay et lesbien – celle qui consiste à manier avec virtuosité l'auto-dissolution ou à faire émerger un nouveau groupe, une nouvelle stratégie, un nouvel agencement lorsque l'institutionnalisation est trop avancée, est aussi là où se loge la vulnérabilité de qui veut détruire le pouvoir sans le prendre et sans se faire prendre.

Lorsque cette force centrifuge perd son contenu politique, la communauté de ceux qui n'ont pas de communauté (Blanchot) devient la communauté désœuvrée, littéraire et mélancolique sans révolte, de Jean-Luc Nancy. L'art de la fête politique se dissout dans la fête de la musique, le libidinal se sépare de tout

enjeu social pour intégrer la sexualité normative des magazines et la valorisation des petits plaisirs pris au spectacle. C'est le cauchemar des années quatre-vingt, pour paraphraser le titre d'un autre livre de l'auteur, et dont les effets, comme ceux de la contre-révolution maquillée depuis les années soixante-dix en militantisme antitotalitaire, pèsent encore sur notre présent. Manifeste libertaire de la confiance en l'événement, le livre de Cusset s'avère une piqûre d'espoir salutaire et revigorante, en un temps de re-composition des luttes et des formes de l'anticapitalisme.